



# OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

---

---

## LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES UE/TURQUIE : LA TURQUIE, UNE PUISSANCE RÉGIONALE INCONTOURNABLE POUR LA RUSSIE ET L'EUROPE

PAR CLAUDE FISCHER

DIRECTRICE D'ASCPE - LES ENTRETIENS EUROPÉENS,  
PRÉSIDENTE D'HONNEUR DE CONFRONTATIONS EUROPE

septembre 2014

---

## LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES UE/TURQUIE : LA TURQUIE, UNE PUISSANCE RÉGIONALE INCONTOURNABLE POUR LA RUSSIE ET L'EUROPE

Par **Claude FISCHER** / Directrice d'ASCPE - Les Entretiens Européens, présidente d'honneur de Confrontations Europe

Difficile de parler « énergie » avec la Turquie sans bien mesurer la situation géostratégique de ce pays et ses relations avec l'UE, mais aussi et indissociablement, avec la Russie, l'Asie centrale, le Moyen Orient, le Caucase ou la Méditerranée orientale. Les événements politiques, qui se déroulent dans son environnement, impactent directement la Turquie qui s'impose aujourd'hui comme une puissance régionale. Au-delà des tensions et des conflits, la Turquie entretient avec l'ensemble des pays des relations diplomatiques et politiques complexes qui interfèrent étroitement avec les enjeux économiques. Une complexité accrue par le jeu politique des USA dans la zone et son interventionnisme dans sa politique énergétique, l'essor des demandes chinoise et indienne et les tentations turques de mettre le cap à l'Est et non plus à l'Ouest. Son appartenance aux institutions politiques et militaires occidentales et aux alliances asiatiques et moyen-orientales<sup>1</sup>, témoignent de la place centrale que la Turquie occupe dans l'échiquier mondial.

Confrontée en interne à une explosion de sa consommation énergétique, et en externe à la nécessité de renforcer son rôle d'Etat « pivot » pour l'acheminement du gaz et du pétrole, elle doit faire face à la situation conflictuelle dans laquelle se trouvent les pays arabes et le Moyen Orient, à la crise russo-ukrainienne qui risque de bousculer les équilibres, et aux blocages avec l'Union européenne.

La création du Corridor Sud-européen, au lendemain de la Guerre froide, confère à la Turquie son rôle stratégique dans l'alimentation des pays d'Europe, mais ses relations avec l'Europe sont sous-tendues par la question de son adhésion à l'Union européenne -sans cesse reportée- et la question de la sécurité énergétique des pays d'Europe, qui importent la quasi-totalité de leur consommation de pétrole et de gaz, ce dernier tendant à devenir, dans le mix énergétique mondial, la première énergie fossile consommée<sup>2</sup>.

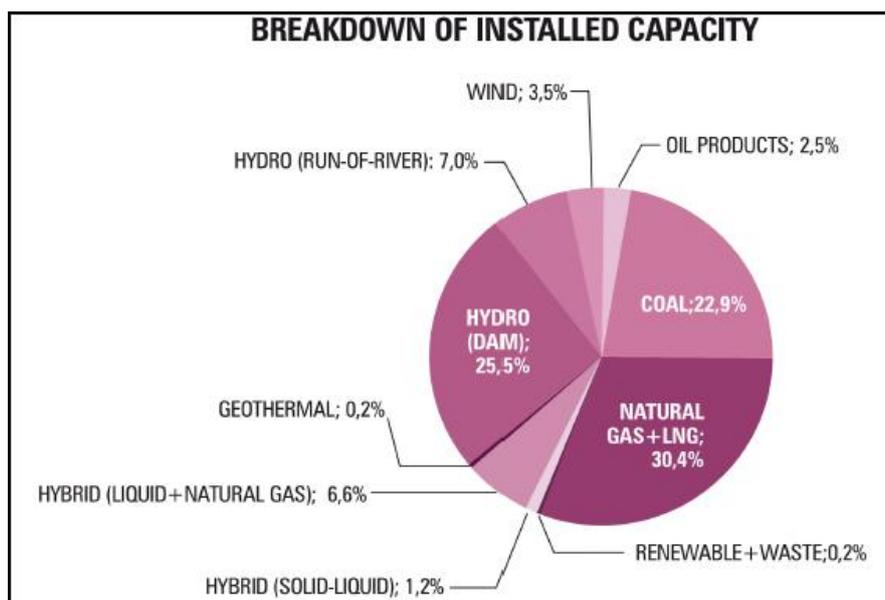
<sup>1</sup> Membre fondateur de l'ONU en 1945, elle devient membre de l'OTAN en 1952 et de l'OSCE en 1973. Membre fondateur de l'OCDE en 1960, elle devient membre de l'OMC en 1995 et du G20 en 1999. Elle participe à l'UpM (Union pour la Méditerranée)

<sup>2</sup> Cf. Annual Energy Outlook 2013, US Energy Information Administration, April 2013 : la consommation totale de gaz naturel augmente de 1,7% en moyenne par an. Elle était de 113 trillions de mètres cubes en 2010, et sera de 132 trillions d'ici 2020, 185 en

Frontalière des pays qui détiennent plus de 70% des ressources mondiales en hydrocarbures, la Turquie représente donc un enjeu stratégique pour tous les pays consommateurs, mais aussi pour les pays producteurs, comme la Russie ou l'Iran, dont l'économie repose en grande partie sur leurs exportations.

## UNE DOUBLE DÉPENDANCE ET UN DOUBLE DÉFI POUR LA TURQUIE

> Faible productrice d'énergie malgré des potentiels énormes<sup>3</sup>, la Turquie dépend du gaz de Russie (58% de sa consommation), d'Iran, d'Azerbaïdjan, d'Algérie et du Nigeria; du pétrole d'Iran (44%), d'Irak, d'Arabie saoudite, de Russie, du Kazakhstan ; et du charbon en provenance de Russie, d'Australie et des Etats-Unis. Son mix énergétique étant très peu diversifiée, elle rencontre, face à sa croissance et une urbanisation accélérée<sup>4</sup>, des pics de consommation, de gros problèmes de sécurité, de pollution, et d'augmentation des prix de l'énergie, qui soulèvent des questions d'ordre technique, écologique, social et politique.



Source : Extrait du mémoire de Noémie Rebière : « La géopolitique de l'énergie en Turquie et son repositionnement sur l'échiquier mondial »

> Pays de transit entre les pays producteurs, notamment la Russie, mais aussi la Géorgie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, l'Iran, l'Irak, et les pays consommateurs d'Europe, elle joue un

2030. Le pétrole déclinera d'ici 2018, représentant encore 32% de la consommation mondiale, la Chine devenant le 1<sup>er</sup> consommateur d'ici 2025.

<sup>3</sup> Voir encadré ci-contre

<sup>4</sup> La Turquie compte 76 millions d'habitants (82,6 en 2015). Son activité économique est concentrée autour d'Istanbul, Ankara et Izmir. 15<sup>ème</sup> économie mondiale, son PIB -789 milliards de dollars en 2012- est composé pour 63% par les services, 26,6% par l'industrie, 9,6% par l'agriculture, et 2% par le secteur de l'énergie.

rôle de pivot qu'elle doit consolider comme activité économique importante (qui lui rapporte plusieurs centaines de millions d'euros par an), mais aussi pour garder sa place de grande puissance régionale.

La Turquie fait donc face à un double défi :

1. consolider son rôle de transit en devenant un véritable "hub énergétique" dans l'intérêt de tous : car si d'un côté, les "transitaires" et les consommateurs veulent pouvoir maîtriser leurs approvisionnement sans dépendre de fournisseurs en situation de monopole, de l'autre côté, les fournisseurs ont la préoccupation de sécuriser leurs réseaux.

2. réussir sa transition énergétique en diversifiant ses importations pour sa propre consommation, en exploitant ses propres ressources et en développant sur son territoire des énergies alternatives, ce qui va supposer la construction d'un marché énergétique turc compétitif, la privatisation des compagnies nationales turques, des investissements massifs favorisant les contrats commerciaux et la mise en place de coopérations avec des groupes étrangers, des réseaux interconnectés<sup>5</sup>, et une intégration plus poussée dans le marché énergétique européen.

## LA VOCATION EUROPÉENNE DE LA TURQUIE

Dès sa fondation en 1923, la Turquie se tourne vers l'Occident. En 1949, elle rejoint le Conseil de l'Europe puis devient membre associé de la CEE en 1963. Elle est candidate à l'Union européenne depuis 1999, et c'est en décembre 2004 que le Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE décide à l'unanimité d'ouvrir les négociations d'adhésion. Dix ans après, les négociations piétinent malgré la conduite de réformes difficiles menées par le gouvernement d'Ankara.

La question chypriote ainsi que des questions politiques internes ont entraîné le blocage de plus de la moitié des 35 chapitres de négociation dont l'énergie et la politique de sécurité et de défense commune, et ce, malgré l'attitude positive de la Turquie dans les récents conflits, en particulier la guerre en Syrie ou son soutien aux printemps arabes...

La Commission -qui réaffirme la vocation de la Turquie à rejoindre l'UE- vient d'ouvrir le chapitre sur la politique régionale, mais le chapitre portant sur l'énergie reste bloquée alors que l'UE et la Turquie ont des intérêts communs vitaux dans le secteur. Afin de stimuler les efforts de coopération, le programme "Coopération UE-Turquie resserrée dans le domaine de l'énergie" ("*Enhanced EU-Turkey Energy Cooperation*") a été lancé en 2012 dans le cadre de "l'agenda positif Turquie-UE", un processus visant à

---

<sup>5</sup> En 2012, la Turquie disposait de 45 000 km de réseaux de transport d'électricité, ce qui est peu pour un pays de 780 576 km<sup>2</sup>.

revitaliser les relations Turquie-UE. Depuis lors plusieurs groupes de travail ont été mis en place, concentrant les efforts de coopération sur des thèmes d'intérêt commun dans divers secteurs de l'énergie.

La Commission européenne a quant à elle publié son Livre Vert et proposé des objectifs de politique énergétique pour 2030, qui seront débattus au Conseil d'octobre 2014. Mais le compromis proposé pour surmonter les divisions des Etats n'est pas à la hauteur des enjeux et manque cruellement de vision stratégique<sup>6</sup>. La place du gaz dans le mix énergétique n'est pas définie, et il n'y a pas de politique extérieure commune. Les Turcs participent comme observateurs (cf. TEIAS à ENTSO-E), ils bénéficient de prêts de la BEI ou d'aides dans le cadre d'IPA (l'instrument de pré-adhésion), mais au regard du rôle stratégique de la Turquie pour l'avenir de l'UE, comment celle-ci va-t-elle (et le souhaite-t-elle?) associer la Turquie à la définition de cette politique ? Véritable "pont" énergétique vers l'Europe, la Turquie pourrait devenir un "hub énergétique" qui bénéficierait à la fois à la Turquie et à l'Union européenne. Par ailleurs, et compte tenu de la proximité géographique de la Turquie avec l'Union européenne, une intégration plus poussée au marché unique européen est dans l'intérêt des deux parties, qui, en outre, font face à de nombreux défis et objectifs identiques afin d'assurer un avenir énergétique plus durable.

Le sujet le plus brûlant et controversé est celui des relations avec Chypre, pays membre de l'UE, sur le territoire duquel la Turquie a mis sur pied un « Etat » indépendant qu'elle est seule à reconnaître. La réunification de Chypre est au cœur du dialogue que les dirigeants chypriotes grec et turc ont repris en février dernier<sup>7</sup>. Il y a là un enjeu politique, mais aussi « gazier », car les gisements offshore découverts en Méditerranée orientale sont revendiqués par tous les pays riverains (Israël, Chypre et la Turquie). Deux gisements ont déjà été découverts, Léviathan par Israël et Aphrodite par Chypre. Un accord Israël-Grèce-Chypre signé en août 2013 pourrait aller à l'encontre des intérêts de la Turquie qui de son côté a signé un accord avec Israël pour un gazoduc écoulant le gaz de Léviathan vers la Turquie; mais ce gazoduc passant par les eaux chypriotes, il faut l'accord préalable de Chypre. Le projet chypriote d'un terminal GNL serait renforcé avec l'exploitation du gisement Léviathan, ce qui permettrait à Chypre de multiplier son PIB par 2, et aiderait à surmonter les divisions politiques et la crise liées à l'euro. Les négociations n'ont donc pas pour seul enjeu la réunification mainte fois tentée, mais aussi de sécuriser politiquement les investissements locaux dans l'intérêt de toutes les parties. Ainsi le gaz pourrait être une occasion de régler le problème : « pont » avec l'UE, il deviendrait un « pont » entre les deux Chypres, sans lequel d'ailleurs il sera difficile de consolider le premier, et de construire un véritable "hub énergétique".

---

<sup>6</sup> Cf. l'article d'André Ferron et de Claude Fischer « La stratégie 2030 achoppe sur le modèle de marché ». Confrontations Europe, La Revue N°105, Avril-Juin 2014

<sup>7</sup> Cf. La déclaration conjointe du président chypriote Nicos Anastasiades et du dirigeant chypriote turc Dervis Eroglu du 11 février.

C'est d'autant plus urgent que le conflit russo-ukrainien peut peser sur les négociations du South Stream et valorise la voie « euroturque » pour un approvisionnement diversifié de gaz et de pétrole de l'UE<sup>8</sup>.

Mais attention à ce que les réticences, voire les oppositions<sup>9</sup> des Etats européens et de leurs sociétés ne détournent la Turquie de l'UE<sup>10</sup>. Elle regarde –comme on le verra- vers d'autres marchés, au Moyen Orient, en Asie, en Afrique... et diversifie ses partenariats. Et les Etats-Unis –qui ont toujours joué un rôle actif dans la zone- ne sont pas en reste pour chercher à orienter les recompositions des alliances régionales en fonction de leurs intérêts stratégiques<sup>11</sup>.

## LA TURQUIE, LE « HUB ÉNERGÉTIQUE » DE L'EUROPE

L'Europe est le second plus gros consommateur de gaz au monde après les Etats-Unis. Elle importe 60% de sa consommation, et en importera 90% en 2030. Dépendante du gaz russe pour 53% de ses importations, et suite aux crises avec l'Ukraine en 2006 et en 2009, et avec la Géorgie en 2008, elle cherche à diversifier son approvisionnement, les sources et les routes.

L'Europe s'est tournée vers la Turquie pour sécuriser ses approvisionnements depuis la Mer Caspienne, la Mer Noire et l'Asie centrale via le territoire turc, et consolider le Corridor Sud-européen démarré en 1990 avec les pipelines BTC, BTE et Bakou-Soupsa qui permettent à l'Europe et aux Etats Unis d'importer du pétrole et du gaz sans passer par la Russie, l'Iran ou les pays du Golfe<sup>12</sup>. Mais –malgré les accords de coopération avec l'Azerbaïdjan, les programmes avec les pays de la mer Caspienne et de la mer Noire, et l'entrée de la Roumanie et de la Bulgarie dans l'UE- la stratégie européenne reste floue, et les financements nécessaires aux investissements d'infrastructures dans les domaines de l'énergie et des transports pour une telle coopération régionale, insuffisants.

Son projet Nabucco, d'une longueur de 3300 km et d'une capacité de 31 mmc de gaz- qui devait relier Erzerum en Turquie à Baumgarten en Autriche n'a pas abouti. Alors que l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie,

<sup>8</sup>Voir la réunion organisée par Confrontations Europe, Tusiad et Business Club Energy le 24 avril à Bruxelles : "la crise de Crimée : les défis énergétiques pour l'Europe" [www.confrontations.org](http://www.confrontations.org)

<sup>9</sup> Cf Le BQE. Ferdinando Riccardi : *UE et Turquie doivent jeter les bases d'une coopération efficace et abandonner l'objectif irréaliste de l'adhésion*. 10859 juin 2013

<sup>10</sup> Les Turcs ne sont plus que 42% -contre 70% en 2004- à se prononcer favorablement pour l'adhésion.

<sup>11</sup> La Turquie est une des bases stratégiques les plus importantes de l'OTAN du fait de sa proximité avec la Russie, le Moyen-Orient et l'Asie centrale. Depuis la guerre du Golfe en 1990, puis celle de l'Irak en 2003, les USA sont omniprésents dans la région et c'est leur force navale (la Combined Task Force T 158) qui assure la surveillance des terminaux pétroliers dans la région.

<sup>12</sup> "Quatrième corridor" avec les corridors au Nord en provenance de la Norvège, au Nord-Est en provenance de la Russie, au Sud en provenance du Maghreb. (Voir carte ci-contre)

la Bulgarie la Turquie et l'Allemagne s'étaient associées -un consortium a été créé<sup>13</sup>- que les Etats-Unis l'avaient soutenu, et que la Banque mondiale et la BERD s'étaient engagées pour un montant de 5 milliards de dollars, le coût du projet, les blocages politiques et l'insécurité de ses sources d'approvisionnement - avec l'embargo sur l'Iran- ont détourné ses promoteurs vers d'autres projets : le South Stream, proposé par la Russie (avec l'entrée d'EDF), et le TANAP, proposé par la Turquie et l'Azerbaïdjan (dont la mise en fonction est prévue pour 2018<sup>14</sup>).

### **TANAP ET TAP, UN ENJEU ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE<sup>15</sup>**

De faible capacité au démarrage (16mmc dont 6 sont destinés à la Turquie), le TANAP pourrait passer à 60mmc, soit la moitié de l'approvisionnement européen en provenance de la Russie. Le consortium Nabucco avait lancé un projet « Nabucco-Ouest » (pour relier TANAP à l'Europe) mais c'est le TAP (Trans-Adriatique Pipeline) qui est choisi. Il reliera la Grèce, l'Albanie et l'Italie, permettant ainsi de contrôler toute la route du Sud-Est de l'Europe. IAP reliera les Balkans au TAP.

Le projet est estimé à 40 milliards de dollars pour l'exploitation des ressources, la construction des infrastructures, l'interconnexion des réseaux gaziers, et l'intégration du marché avec une bonne coordination des organes de régulation.

Ainsi TANAP et TAP pourraient non seulement assurer à la Turquie une meilleure sécurité énergétique, des relations consolidées avec l'Azerbaïdjan et des pays comme le Turkménistan et la Géorgie (voire avec l'Arménie), accélérant ainsi une intégration régionale plus poussée, mais il renforcerait aussi la position géostratégique de la Turquie vis-à-vis de l'UE, et même vis-à-vis de la Russie.

---

<sup>13</sup> Ses actionnaires : OMV (Autriche), MOL (Hongrie), Transgaz (Roumanie), Bulgargaz (Bulgarie), BOTAS (Turquie) et RWE (Allemagne).

<sup>14</sup> Les réserves de Shah Deniz, le plus grand gisement de gaz naturel d'Azerbaïdjan, sont estimées à 1000 milliards de M3

<sup>15</sup> Cf. le mémoire de Noémie Rebière « La géopolitique de l'énergie en Turquie et son repositionnement sur l'échiquier mondial. Les gazoducs TANAP et TAP comme cas d'étude ».



Source : BP, 2013

En effet, le marché de l'Europe de l'Est reste dépendant de la Russie , malgré une baisse des importations pour l'ensemble des pays d'Europe (seules la Slovénie et la Bulgarie restant dépendants à 100%). Le projet South Stream –qui devrait entrer en fonction en décembre 2015 -s'il n'est pas freiné dans le contexte conflictuel russo-ukrainien- traversera les eaux territoriales turques de la Mer Noire, plaçant ainsi la Turquie au cœur de la diplomatie avec la Russie, et qui pourra –comme elle l'a fait en 2011 après l'accord qu'elle a signé avec l'Azerbaïdjan- négocier le prix du gaz en provenance de Russie, où le monopole de Gazprom est fortement contesté sur le marché international et même en interne<sup>16</sup>.

## UN JEU COMPLEXE D'ACCORDS ENTRE DES ACTEURS DÉPENDANTS : VERS UNE COOPÉRATION RENFORCÉE ?

Le complexe jeu d'accords entre des Etats interdépendants et l'entrée d'opérateurs privés façonnent la géographie des routes d'approvisionnement et les nouveaux équilibres dans la région. Ainsi face à l'Union européenne qui cherche à diversifier ses importations, et à la Russie qui elle cherche à sécuriser ses revenus européens, la Turquie doit coordonner sa stratégie avec la Russie vis à vis de l'UE tout en se démarquant, et donc renforcer son poids dans les gazoducs concurrents pour alimenter l'UE en gaz de la mer caspienne, s'efforçant de devenir un « hub énergétique » entre l'Europe, le Caucase et le Moyen-Orient.

La Turquie et la Russie ont toujours coopéré. Au lendemain de la chute de l'URSS, les 2 pays sont à l'origine d'un accord de coopération économique et énergétique, associant onze pays du pourtour de la Mer Noire

<sup>16</sup> Cf. l'arrivée des compagnies gazières privées russes Transneft et Rosneft

et du Caucase qui va se concrétiser avec la construction d'un premier gazoduc, évitant les détroits du Bosphore et des Dardanelles déjà surchargés par le commerce maritime, puis par celle du Blue Stream – inauguré en 2005- qui fournit à la Turquie 30% de ses besoins en gaz naturel, et permet à la Russie de diversifier ses routes d'exportations de gaz. Parallèlement, un projet d'oléoduc est proposé par la Russie qui lui permet de relier Ceyhan, un centre pétrolier sur la mer Méditerranée, et d'exporter ses ressources sur le marché international en contournant l'Ukraine et la Pologne. Une Russie qui, avec le North Stream, accède aussi à l'Europe du Nord, à l'Allemagne essentiellement, court-circuitant les pays baltes et la Pologne de nouveau, et s'impose sur les voies de transit convoitées par une Union européenne en difficulté<sup>17</sup>.

Le centre pétrolier de Ceyhan est d'ailleurs un formidable exemple du futur rôle de "hub" que la Turquie pourrait jouer, non seulement en collectant un droit de transit, mais en transformant et en stockant une partie des hydrocarbures pour sa propre consommation et en décidant de la distribution. Une façon de permettre aux pays consommateurs -et à elle-même- de s'affranchir d'une dépendance trop forte des pays fournisseurs, tout en permettant à ces derniers d'exporter leurs productions.

Quelle serait dans ce projet la place et le rôle pour l'UE? N'est-il pas urgent d'ouvrir les négociations sur la politique énergétique parallèlement à celles sur la politique régionale plus guidée par les intérêts commerciaux de l'Allemagne ? Comment dynamiser les relations entre l'UE et la Turquie et construire (dans le cadre de nos traités) une coopération renforcée, pour que la Turquie devienne le hub énergétique de la zone, mais aussi un hub pour l'Europe (qui devra aussi développer ses "hubs régionaux", comme BEMIP pour les pays de la Mer Baltique) ? Cette coopération ne pourrait-elle pas être ouverte aux Russes et associer d'autres pays intéressés? Cette proposition peut sembler utopique dans la situation de conflits de la zone, mais ne serait-elle pas aussi un facteur d'apaisement?

Par ailleurs, les Turcs, lassés, peuvent être tentés de se tourner vers l'Est, renforcer leurs liens avec les pays de l'Asie centrale d'autant plus que ceux-ci (comme le Kazakhstan ou le Tadjikistan) s'ouvrent à la Chine, prometteuse, et même au Japon. Avec son statut de grande puissance, la Turquie est perçue par la Russie et la Chine comme un allié sur le continent eurasiatique. Elle est devenue un partenaire de la Chine qui a multiplié par 3 ses projets en Turquie, ce qui ne manque pas d'inquiéter les Etats-Unis<sup>18</sup>. De son côté, la Turquie, comme l'Inde et le Pakistan, a émis son désir de rejoindre, le SCO, l'Organisation de Coopération de Shanghai qui rassemble la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan.

<sup>17</sup> Cf. Joachim Bitterlich : « L'Europe à la dérive : illusions et réalités de la politique énergétique européenne » dans Question d'Europe de la Fondation Robert Schumann N° 279, mai 2013.

<sup>18</sup> La Turquie est le premier receveur d'IDE (investissements directs étrangers) d'Asie occidentale selon un rapport de la CNCED de 2013.

Ce repositionnement de la Turquie ne devrait-il pas alerter l'Union européenne qui campe dans ses positions ? En même temps, la Turquie, en se détournant de l'UE, ne perdrait-elle pas son statut d'Etat « pivot » dans la région et sa position stratégique qui pourrait être mis à mal avec les découvertes en Amérique du Nord de gisements de gaz non conventionnel, qu'Etats Unis et Canada rêvent d'exporter sur le marché européen.

Multipliant les efforts pour diversifier les fournisseurs et assurer des acheminements économiques divers, la Turquie doit en même temps s'affranchir d'une dépendance trop forte pour sa propre consommation en pleine expansion, construire et diversifier ses propres capacités de production et augmenter son efficacité énergétique pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre en croissance rapide.

### **UN MIX ÉNERGÉTIQUE TURC DIVERSIFIÉ ET DECARBONNÉ AVEC DES PROJETS NUCLÉAIRES. VERS LE DÉVELOPPEMENT DE COOPÉRATIONS AVEC L'EUROPE?**

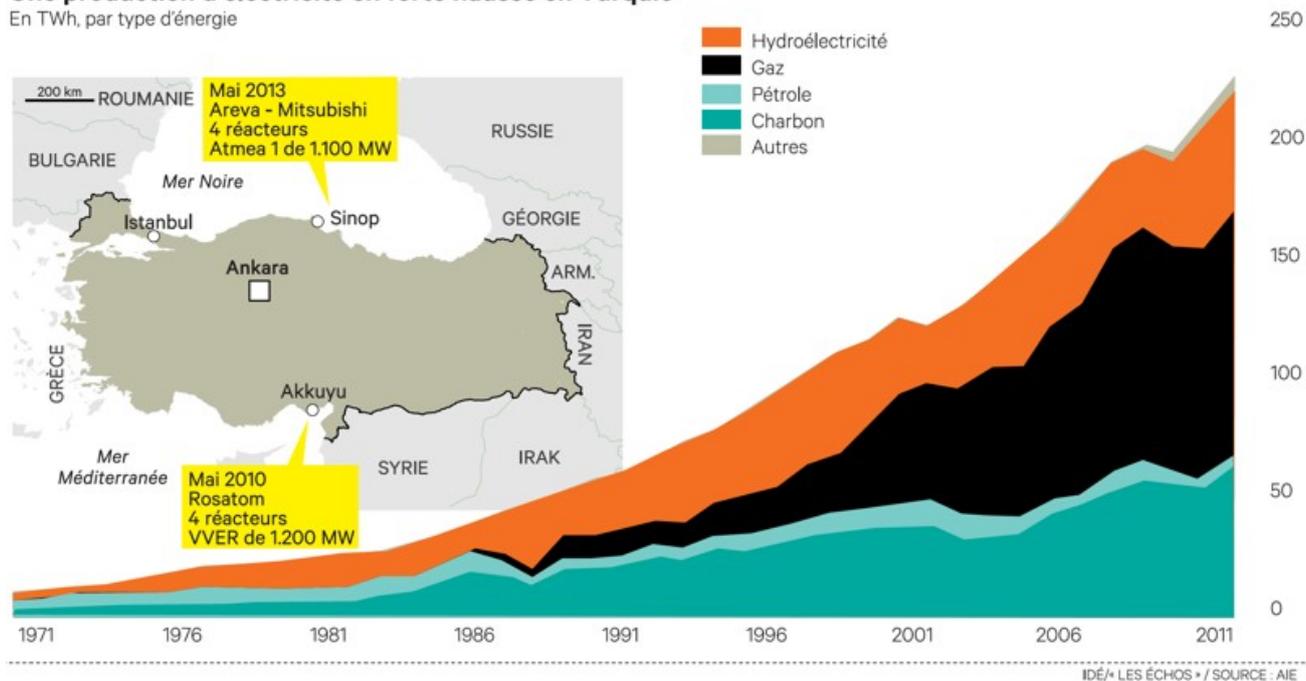
A la veille des élections présidentielles et du 100ème anniversaire de la République de Turquie, le gouvernement a affiché sa feuille de route « Vision 2023 » avec des objectifs de croissance ambitieux et des projets grandioses qui impacteraient fortement sa politique énergétique. Le secteur de l'énergie qui ne représente que 2% du PIB est en pleine expansion sous la pression d'un développement démographique, l'avènement d'une classe moyenne consommatrice et un exode rural rapide<sup>19</sup>. La demande énergétique du pays –qui enregistre déjà le deuxième plus haut taux de consommation derrière la Chine- pourrait encore être multipliée par 2 dans les 10 ans à venir, soit une croissance annuelle de 6 à 9%. Et malgré une capacité électrique, qui est passée de 32000 MW en 2002 à 57000 MW en 2012, dont plus de 60% sont thermiques et 30% hydrauliques, le pays a atteint des pics de consommation l'obligeant à acheter de l'électricité à la Géorgie et à la Bulgarie.

---

<sup>19</sup> La Turquie compte 76 millions d'habitants (82,6 en 2015). Son activité économique est concentrée autour d'Istanbul, Ankara et Izmir. 15<sup>ème</sup> économie mondiale, son PIB -789 milliards de dollars en 2012- est composé pour 63% par les services, 26,6% par l'industrie, 9,6% par l'agriculture.

## Une production d'électricité en forte hausse en Turquie

En TWh, par type d'énergie



Par ailleurs, confrontée à l'immensité et l'hétérogénéité de son territoire avec des niveaux de développement très inégaux, la Turquie devra également développer ses réseaux<sup>20</sup> électriques pour fournir le gaz et l'électricité dans des régions où le nombre de clients varie de 450 000 dans la province de Van, à 2,4 millions dans la partie asiatique d'Istanbul, et mettre en place une politique de tarification plus solidaire pour résoudre le pillage d'électricité (le ratio d'électricité piratée varie de 8% à Istanbul à 70% dans les provinces de l'Est)<sup>21</sup>.

Sa politique publique -qui s'inscrit dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne- vise à valoriser ses propres ressources, ce qui passerait par un programme de libéralisation et la privatisation des actifs publics de distribution et de production visant à stimuler l'investissement et l'innovation du secteur. Avec le soutien de la Banque mondiale, et d'organismes comme la Société financière internationale (IFC)<sup>22</sup> le secteur s'est transformé : un marché de l'électricité a été mis en place, des lois ont imposé la séparation de la production du transport et de la distribution, des compagnies ont été privatisées : en avril 2013, 75% des investissements dans le domaine de l'énergie provenaient du secteur privé<sup>23</sup>.

<sup>20</sup> En 2012, la Turquie disposait de 45 000 km de réseaux de transport d'électricité, ce qui est peu pour un pays de 780 576 km<sup>2</sup>.

<sup>21</sup> Cf Tour d'horizon de l'actualité énergétique de la Turquie 2012-2013. Elvan Arik, chercheur à l'IFEA (Institut français d'Etudes anatoliennes)

<sup>22</sup> 37% de la capacité de production en Turquie est détenue par le secteur privé soutenu par l'IFC. Ainsi l'IFC a investi 2,3 milliards de dollars dans 5 projets de production (qui ont bénéficié à 7,9 millions de clients), et 700 millions de dollars dans 17 projets de maîtrise de l'énergie (dont 50% par l'intermédiaire de banques commerciales, Is Bank, TSKB, Akbank et Sekerbank). Cf. *L'article "Lumière sur la Turquie : soutenir l'essor du secteur de l'énergie" Octobre 2013.*

<sup>23</sup> Private firms to dominate 75 percent of Energy : Minister, Hurriyet Daily News. April 2013

## LA VALORISATION DE SES RESSOURCES MINIERES EST DEVENUE UNE PRIORITÉ NATIONALE

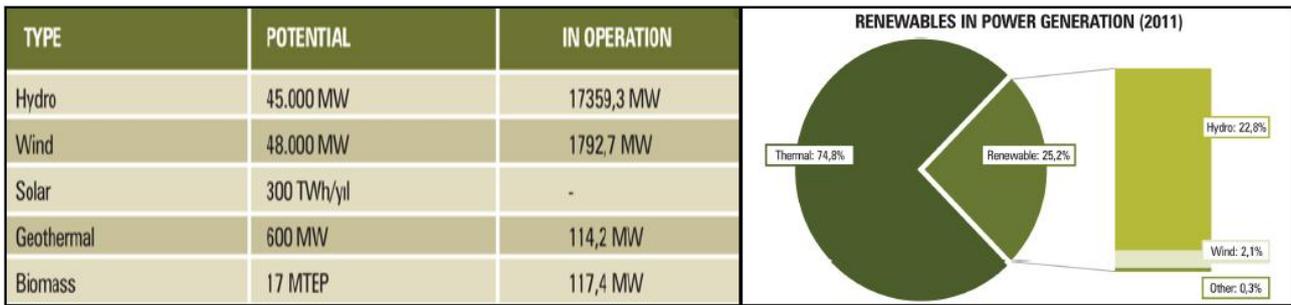
Alors que le gaz est sa première source d'énergie consommé (22,6 milliards de mètres cubes par an), sa dépendance s'élève à 97% : elle cherche à la réduire et explore la région de Marmara, le Golfe de Saros, la Mer Egée et la Mer Noire, mais ses capacités sont faibles, évaluées à 764 millions de M3. C'est pourquoi, les découvertes de gisements à Chypre sont un enjeu pour le gouvernement turc (voir au-dessus). Celui-ci s'intéresse par ailleurs au gaz de schiste en Anatolie et au fameux hydrure de bore (dont la Turquie serait le premier possesseur mondial), ainsi qu'à ses ressources pétrolières dans la province de Diyarbakir ou dans les fonds sous-marins de la Mer Noire.

Mais c'est sur le charbon que la Turquie mise le plus, avec la décision d'exploiter ses propres réserves - évaluées à 1,2 milliard de tonnes (8,3 milliards de tonnes pour le lignite)- et d'accorder des licences plus nombreuses au secteur privé. 90% de sa consommation étant actuellement importée d'Afrique du Sud, de Colombie, de Russie et d'Ukraine, le charbon devra contribuer pour 30% de la production turque d'électricité en 2023. Mais l'actualité dramatique de la mine de Soma nous rappelle à quel point les enjeux de sécurité et de pollution demeure une question non encore résolue en Turquie, qui aura besoin du concours d'entreprises d'excellence à toutes les phases du cycle minier pour l'optimisation des projets et la recherche de solutions environnementales innovantes.

## UN POTENTIEL RENOUVELABLE INEXPLOITÉ

Dans ce contexte, l'évolution énergétique vers un mix décarboné est un immense défi pour la Turquie qui possède un potentiel<sup>24</sup> encore peu exploité. L'objectif de hisser la part des énergies renouvelables au-dessus de 30 % dans la production totale d'électricité en 2023 nécessitera de doubler la capacité installée. A cet égard, le gouvernement propose d'une part d'utiliser tout le potentiel hydroélectrique économique restant (sur un potentiel total estimé à 35 GW, 23 GW étaient déjà exploités en mars 2014, mais il existe de gros problèmes d'acceptabilité sociale) et d'autre part, de faire de l'énergie solaire, géothermique et autres sources d'énergie renouvelables l'un des principaux piliers de la politique énergétique.

<sup>24</sup> Voir tableau ci-joint. Extrait du mémoire de Noémie.



Source: Turkish Energy Market

Ainsi après la construction de la première centrale solaire à Mersin, l'EPDK, le régulateur du marché électrique, prévoit d'accorder d'ici 2023 plus de 3000 MW de capacité de production à partir du solaire, et 20 000 dans l'éolien (2900 étant déjà en service en mars 2014, avec par exemple la plus grande ferme de 52 turbines à Balikesir, d'une capacité de 143MW).

Par ailleurs, la Turquie vise à réduire son intensité énergétique de 20 % en 2023 par rapport à 2011, comme indiqué dans le Document sur la Stratégie en matière d'Efficacité Energétique adopté en 2012. Le secteur résidentiel est responsable d'environ 30% des rejets de CO2 dans l'atmosphère en Turquie, 14 millions de logements ne respecteraient pas des critères standard en termes d'isolation thermique ou de revêtement de façade (seuls 6% du parc immobilier disposerait d'une isolation en toiture). Le gigantesque projet de rénovation urbaine lancé par le Gouvernement prend de l'ampleur dans les agendas politiques nationaux et locaux, et ouvre des niches industrielles et commerciales autour du « bâtiment intelligent » et de la « ville écologique »<sup>25</sup>. Comment les entreprises européennes -qui ont développé des savoir-faires dans ce domaine vont-elles investir et se développer ?

## LA TURQUIE AFFICHE SON INTENTION DE DÉVELOPPER LA TECHNOLOGIE NUCLÉAIRE AVEC UN OBJECTIF DE 10% DE LA PRODUCTION NATIONALE

Le choix nucléaire (qui s'inscrit dans un avenir énergétique diversifié et décarboné de toute la zone et de l'UE) s'est concrétisé par la signature d'un contrat avec ROSATOM qui construit -et finance- la centrale d'Akkuyu (4 réacteurs pour une capacité de 4800 MW), sur la rive turque de la Méditerranée. Certains s'inquiètent d'un renforcement de la dépendance à l'égard de la Russie, et des craintes s'élèvent à la suite de Fukushima, d'autant plus que le site se trouve dans une zone sismique.

C'est avec les Japonais Mitsubishi et Itochu, et GDF SUEZ (ainsi qu'Areva pour un réacteur) que la Turquie pourrait construire une 2ème centrale à Sinop sur les bords de la Mer Noire (4 Atmea de 1150 MW

<sup>25</sup> Voir le projet du « Grand Istanbul » à Sarajevo en septembre 2014.

chacun). GDF SUEZ, EUAS l'électricien turc, MHI et Itochu, doivent constituer la société de projet qui sera chargée du financement évalué à 22 milliards de dollars (16,7 milliards d'euros). On peut se réjouir de l'engagement des groupes français et belge dans le projet, du fait de leur expertise et de leurs compétences.

Ce choix nucléaire suppose par ailleurs de nombreuses conditions de sûreté dont une culture nucléaire que la société turque n'a pas, et donc de multiples coopérations avec l'ensemble des acteurs de la société civile des pays nucléaires. Ainsi la Turquie pourra bénéficier d'expériences sur l'ensemble du cycle –du traitement de l'uranium à la gestion des déchets nucléaires- pour acquérir une culture nucléaire et la maîtrise de la technologie qui lui permettront demain de gagner son indépendance. Alors que l'UE s'est dotée de directives de sûreté et de gestion de déchets, le débat reste tabou, et elle n'a pas su favoriser la création d'une filière nucléaire qui permettrait de mutualiser les coûts et de conquérir les marchés à des prix compétitifs, faisant du nucléaire européen, le nucléaire le plus sûr et le moins cher... Pire, la concurrence dissuade les coopérations entre les acteurs qui jouent chacun leur carte sur le marché mondial.

La diversification du mix énergétique turc est un enjeu pour l'Europe. Le défi est commun : il s'agit de construire un marché énergétique avec les Turcs -respectueux du climat et de la sûreté, favorisant notre compétitivité et notre solidarité- qui nous permettrait de développer toutes les sources en coopération, et d'agir ensemble pour un développement durable et partagé. Cette coopération renforcée dans le domaine de l'énergie, assortie d'une stratégie de sécurité d'approvisionnement- consoliderait le grand marché européen et –comme le rappelait Kemal Dervis<sup>26</sup>- redonnerait tout son sens à la perspective d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. ■

---

<sup>26</sup> Cf. Ancien ministre de l'Economie en Turquie. Cf. son article dans *Confrontations Europe, La Revue* de janvier-mars 2014

**Quelques données sur les ressources énergétiques de la Turquie :**

<b>CHARBON</b>	22,9% de la production électrique
Réserves estimées	1,3 milliards de tonnes
Exploitation	3,3 millions de tonnes
Consommation	109 millions de tonnes en 2011
<b>LIGNITE</b>	
Réserves estimées	8,3 milliards de tonnes
Production	55 millions de tonnes
<b>HYDRAULIQUE</b>	24, 19% de la production électrique
Potentiel estimé	36 260 MW
Capacité installée en 2012	18 935 MW
<b>GAZ NATUREL + LNG</b>	
Production	764 millions de M3
Consommation	46 milliards de M3
<b>PETROLE</b>	
Ressources nationales	entre 50 000 à 70 000 barils/jour (8% de sa conso)
Consommation	
<b>ENERGIE EOLIENNE</b>	
Potentiel estimé	48 000 MW
Capacité installée	2156 MG
<b>SOLAIRE</b>	
Potentiel estimé	380 milliards de KWh

## **LES RELATIONS ÉNERGÉTIQUES UE/TURQUIE : LA TURQUIE, UNE PUISSANCE RÉGIONALE INCONTOURNABLE POUR LA RUSSIE ET L'EUROPE**

Par **Claude FISCHER** / Directrice d'ASCPE - Les Entretiens Européens, présidente d'honneur de Confrontations Europe

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE / septembre 2014

*Article initialement publié dans Medenergie, numéro 45, septembre 2014*

**© IRIS**

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

[contact@iris-france.org](mailto:contact@iris-france.org)

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)

[www.affaires-strategiques.info](http://www.affaires-strategiques.info)